



AMC Ernst & Young

EY Tower

Avenue Fadhel Ben Achour Centre Urbain Nord,

1003 Tunis, Tunisie

Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045

tunisoffice@tn.ey.com



Horwath ACF

35 Rue Hedi Karray, Immeuble PERMETAL, 2ème Etage

Centre Urbain Nord, Tunis, 1082, Tunisie

O + 216 71 236 000 F + 216 71 236 436

Email: office-acf@crowe.tn

www.crowe.tn

GROUPE SOCIETE MAGASIN GÉNÉRAL

Rapport des Commissaires Aux Comptes

Exercice Clos le 31 décembre 2021

Mai 2022

CONTENU

Rapport des commissaires aux comptes	3
Etats Financiers Consolidés	9
Notes aux Etats Financiers Consolidés	14

Groupe Société Magasin Général
Rapport des commissaires aux comptes
Etats financiers consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2021

Messieurs les actionnaires du Groupe Société Magasin Général,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Mai 2019, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers consolidés du Groupe Société Magasin Général (le « groupe »), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2021, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers consolidés font ressortir des capitaux propres négatifs de (42 423 295) dinars, y compris le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à (26 898 042) dinars.

À notre avis, les Etats Financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Observations

3.1- Nous attirons l'attention sur la note 29.1 aux Etats Financiers Consolidés, qui décrit que la société Immobilière Magasin Général (IMG), filiale du Groupe Société Magasin Général, est défenderesse dans un procès pour l'annulation du contrat d'acquisition du centre commercial sis à El Manar pour une valeur de 4 076 414 DT hors taxes.

Ce procès a été intenté par l'Union Internationale de Banque (UIB) contre l'IMG et le vendeur du centre commercial pour l'annulation de cette opération de vente.

Un jugement pour l'annulation du contrat de vente a été prononcé par le tribunal de première instance de Tunis et confirmé par la cour d'appel de Tunis par le jugement N° 48010 en date du 21 avril 2014. Sur la base des titres exécutoires du dossier de cette affaire, l'UIB réclame le paiement d'un montant

de 1 475 096 DT ainsi que les intérêts de retard. La société IMG SA s'est pourvue en cassation en date du 28 novembre 2014.

En 2015, un arrêt de la cour de cassation a renvoyé l'affaire devant la même cour d'appel pour un second examen. L'issue finale de ce procès ne peut pas être actuellement anticipée.

La provision constatée au titre de cette affaire s'élève au 31 décembre 2021 à 1 474 160 dinars.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette situation.

3.2- Nous attirons l'attention sur la note 29.2 aux Etats Financiers Consolidés, qui décrit que suite au dépôt de la déclaration de l'employeur rectificative de l'exercice 2015 à la date du 11 février 2019, la Société BHM SA a reçu de l'administration fiscale le 15 février 2019 une amende fiscale administrative pour la non déclaration de l'identité des clients et des montants recouverts en espèces au niveau de la déclaration de l'employeur de l'exercice 2015 pour un montant de 2 425 168 DT, la société s'est opposée à ce redressement dans une première réponse adressée à l'administration fiscale ainsi que dans une correspondance adressée à la Direction Générale des Impôts.

A la date du 17 novembre 2021, le tribunal de première instance de Tunis a décidé l'annulation de la taxation d'office réclamée par l'administration fiscale.

Aucune provision n'a été constatée au titre de cette affaire par la société au 31 décembre 2021.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette situation.

3.3- Nous attirons l'attention sur la note 29.3 aux Etats Financiers Consolidés, qui décrit que la société BHM Distribution a fait l'objet d'une vérification fiscale préliminaire sur l'ensemble des impôts et taxes couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2019. La société a reçu en date du 21 octobre 2021 les résultats de la vérification préliminaire qui a réclamé des compléments d'imposition qui s'élèvent à un montant total de 1 252 309 DT en principal, amendes et pénalités et une réduction des crédits de TVA et d'impôt d'un montant de 1 216 056 DT.

Une provision a été constatée en 2021 par la société pour couvrir le risque relatif à ce redressement.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette situation.

3.4- Nous attirons l'attention sur la note 29.4 aux Etats Financiers Consolidés, qui décrit le fait que la société a fait l'objet d'une notification des résultats d'un contrôle social portant sur les années 2017, 2018 et 2019 pour un montant réclamé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de 4 944 427 DT.

La société s'est opposée à ces résultats conformément aux lois et réglementations en vigueur. Les procédures liées à ce contrôle sont toujours en cours par les services compétents de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. L'impact définitif du redressement ne peut être estimé de manière fiable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

3.5- Nous attirons l'attention sur la note I.6 et la note 2 aux Etats Financiers Consolidés, qui décrivent que les sociétés BHM et BHM Immobilière ont procédé à l'évaluation légale des rubriques terrains et bâtiments en application de l'article 20 de la loi de finance 2022 et conformément aux indices de réévaluation prévus par le décret N°2022-297 du 28 mars 2022. Cette évaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres au 31 décembre 2021 à hauteur de 42 230 851 DT.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

4. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

4.1 Test de dépréciation du goodwill

Question clé de l'audit :

Au 31 décembre 2021, un écart d'acquisition d'un montant de 76 866 168 dinars en valeur brute est comptabilisé à l'actif du Groupe Société Magasin Général, dont un goodwill à hauteur de 72 782 972 dinars provenant de la première consolidation du Groupe BHM.

La valeur comptable nette de ce goodwill s'élève au 31 décembre 2021 à 11 165 010 dinars.

Nous avons considéré que la valeur de l'écart d'acquisition est un point clé d'audit en raison de son importance significative dans les comptes du groupe et de l'utilisation d'hypothèses et estimations afin d'apprécier leur valeur recouvrable.

Réponses apportées :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Rapprocher les données composant la valeur comptable de l'écart d'acquisition testé avec les comptes consolidés ;
- Challenger le rapport d'évaluation du Groupe BHM élaboré par un expert indépendant au regard des méthodes d'évaluation généralement admises ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

4.2 Processus de consolidation

Question clé de l'audit :

Le périmètre du Groupe Société Magasin Général comporte 15 sociétés opérant principalement dans les activités du commerce de détail, commerce de gros et dans l'immobilier. Compte tenu de la complexité des travaux de préparation des comptes consolidés du groupe Société Magasin Général et des risques opérationnels qui en découlent, nous avons considéré que le processus de consolidation est une question clé d'audit.

Réponses apportées :

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Revoir le processus de consolidation mis en place par le Groupe Société Magasin Général (collecte et intégration des données comptables, analyse des données, recensement des opérations intra groupe, homogénéisation, contrôle de cohérence, répartition des capitaux propres) ;

- Communiquer les instructions d'audit aux commissaires aux comptes des filiales significatives du groupe et ce conformément aux dispositions de l'ISA 600 ;
- S'entretenir avec la Direction Générale concernant les principales évolutions constatées et leurs impacts sur les comptes consolidés du Groupe Société Magasin Général ;
- S'entretenir avec les auditeurs des filiales, obtenir leurs notes de synthèse et échanger avec eux sur les points d'audit soulevés ;
- Analyser la conformité des états financiers de chaque filiale consolidée avec les rapports des commissaires aux comptes y afférents ;
- Revoir et valider le périmètre et les méthodes de consolidation applicables.

5. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les Etats Financiers Consolidés ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du groupe dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers Consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers Consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers Consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers Consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers Consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales

d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers Consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers Consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers Consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui

peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers Consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Tunis, le 25 mai 2022

Les Co-commissaires aux comptes

AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine



Horwath ACF
Noureddine Ben Arbia

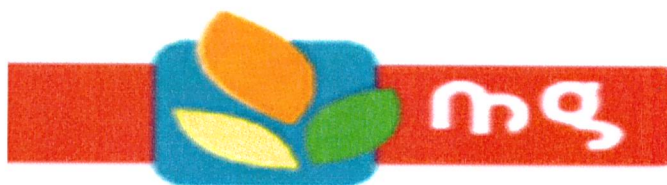


GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Ataturk – 1001 Tunis



GROUPE SOCIETE MAGASIN GÉNÉRAL



Etats financiers consolidés

Au 31/12/2021

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis



Groupe SMG			
BILAN CONSOLIDE			
(Exprimé en dinar tunisien)			
		Soldes au	
	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Ecarts d'acquisition		76 866 168	76 866 168
- amortissements écarts d'acquisition		(62 230 442)	(60 431 279)
	1	14 635 726	16 434 889
Immobilisations incorporelles		48 072 605	46 989 850
- amortissements immobilisations incorporelles		(27 146 724)	(23 948 971)
	2	20 925 881	23 040 879
Immobilisations corporelles		441 162 031	400 880 023
- amortissements immobilisations corporelles		(239 209 580)	(227 571 007)
	2	201 952 451	173 309 016
Titres mis en équivalence			
Immobilisations financières		6 428 159	5 396 535
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		(708 510)	(660 715)
	3	5 719 649	4 735 821
Actifs d'impôts différés	4	22 270 525	17 933 461
Autres actifs non courants	5	4 080 828	7 841 452
Total des actifs immobilisés		269 585 061	243 295 518
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		269 585 061	243 295 518
ACTIFS COURANTS			
Stocks		286 009 080	291 328 017
-Provision pour dépréciation des stocks		(5 015 368)	(5 331 106)
	6	280 993 712	285 996 911
Clients et comptes rattachés		40 529 510	45 567 702
-Provision pour créances douteuses		(19 787 839)	(25 062 366)
	7	20 741 671	20 505 336
Autres actifs courants		101 537 778	107 212 538
Provisions pour dépréciations des actifs courants		(14 579 134)	(12 847 691)
	8	86 958 644	94 364 847
Placements et autres actifs financiers	9	3 790 235	6 392 684
Liquidités et équivalents de liquidités	10	15 821 652	16 649 455
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		408 305 914	423 909 234
TOTAL DES ACTIFS		677 890 975	667 204 752

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis

**Groupe SMG****BILAN CONSOLIDE**

(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	Soldes au	
		31 décembre 2021	31 décembre 2020
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		11 481 250	11 481 250
Actions propres		(443 825)	(443 825)
Réserves consolidées		(68 793 529)	(30 539 292)
Réserves spéciales de réévaluation		42 230 851	-
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(15 525 253)	(19 501 867)
Résultat consolidé		(26 898 042)	(37 032 899)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	11	(42 423 295)	(56 534 766)
Intérêts des minoritaires dans les réserves		73 071	461 376
Intérêts des minoritaires dans le résultat		(509 173)	(229 373)
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes assimilées	12	200 544 159	181 500 022
Provisions pour risques et charges	13	15 015 221	17 591 143
Dépôts et cautionnements reçus		1 020 284	1 233 673
Passifs impôts différés		1 115 875	985 045
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		217 695 538	201 309 883
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	14	257 141 398	226 317 697
Autres passifs courants	15	35 621 101	37 846 797
Concours bancaires et autres passifs financiers	10	210 292 336	258 033 137
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		503 054 835	522 197 631
TOTAL DES PASSIFS		720 750 372	723 507 514
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		677 890 975	667 204 752

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis

**ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE**

(Exprimé en dinar tunisien)

	Notes	Exercice de 12 mois	
		Clos le 31 décembre	
		2021	2020
Produits d'exploitation			
Revenus	16	979 763 758	989 802 338 (*)
Production immobilisée		0	0
Autres produits d'exploitation	17	38 538 484	38 906 665
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1 018 302 242	1 028 709 003
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises vendues	18	(808 994 233)	(819 312 649)
Charges de personnel	19	(79 972 896)	(84 571 370)
Dotations aux amortissements et aux provisions	20	(46 345 058)	(54 882 259)
Autres charges d'exploitation	21	(74 441 804)	(72 763 213) (*)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(1 009 753 991)	(1 031 529 491)
RESULTAT D'EXPLOITATION		8 548 251	(2 820 489)
Charges financières nettes	22	(39 116 256)	(42 517 617)
Produits des placements	23	292 251	1 355 600
Autres gains ordinaires	24	3 263 370	13 140 833
Autres pertes ordinaires	25	(1 916 451)	(1 332 586)
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		(28 928 834)	(32 174 258)
Impôts différés	26	4 127 844	(2 549 109)
Impôt sur les bénéfices	27	(2 606 225)	(2 538 905)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		(27 407 215)	(37 262 271)
Eléments extraordinaires	28	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(27 407 215)	(37 262 271)
Part revenant aux intérêts minoritaires		(509 173)	(229 373)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		(26 898 042)	(37 032 899)

(*) Un reclassement a été effectué pour l'exercice 2020 entre les revenus et les autres charges d'exploitation pour les besoins de comparabilité d'un montant de 10 477 304 DT.



ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(Exprimé en dinar tunisien)

Exercice de 12 mois clos le

	Notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation			
Résultat net		(26 898 042)	(37 032 899)
Ajustement pour			
*Part revenant aux intérêts minoritaires		(668 106)	(1 519 680)
*Modifications comptables affectant les résultat reportés			
*Amortissements et provisions		38 930 843	41 121 810
*Plus ou moins-value sur cession d'immobilisation		(809 044)	(11 512 470)
*Variation des :			
- Stocks		(870 274)	(26 984 873)
- Créances clients		5 038 192	(863 553)
- Autres actifs		5 674 760	31 011 281
- Fournisseurs et autres dettes		28 598 005	(33 394 491)
*Charges d'intérêts		38 941 411	46 411 411
*Produits des participations		(292 251)	(1 355 600)
*Transfert de charges		(993 691)	
*Impôts différés		(4 206 235)	3 713 312
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		82 445 569	9 594 247
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissement pour acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(17 634 927)	(22 642 336)
Encaissements sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 522 503	1 789 416
Régularisation des immobilisations corporelles et incorporelles suite à une sortie du périmètre		0	44 242 299
Variation des charges à répartir		3 760 624	(7 187 554)
Décaissement pour acquisition d'immobilisations financières		(1 031 624)	(354 702)
Total des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(13 383 424)	15 847 122
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Variation réserves consolidées		(600 000)	1 053 342
Encaissement et décaissement sur emprunts		19 044 137	13 892 820
Décaissement intérêts sur emprunts		(38 941 411)	(46 411 411)
Dépôt et cautionnements reçus		(213 389)	(982 927)
Opérations sur fonds social		(229 896)	70 983
Billets de trésoreries		2 300 000	9 667 607
Produits des placements		292 251	1 355 600
Variation des placements et autres actifs financiers courants		(21 453 439)	3 362 140
Total des flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(39 801 749)	(17 991 846)
Variation de trésorerie		29 260 396	7 449 523
Trésorerie au début de l'exercice		(115 578 310)	(123 027 833)
Trésorerie à la clôture de l'exercice		(86 317 418)	(115 578 310)



GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I- PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION

I.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés du groupe Société Magasin Général sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996. Il s'agit, entre autres :

- ✓ Du cadre conceptuel ;
- ✓ De la norme comptable générale (NCT 1) ;
- ✓ Des normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- ✓ De la norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) et
- ✓ De la norme comptable relative aux informations sur les parties liées (NCT 39).

I.2 Principes de consolidation

A- Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantages de ses activités.

Ce contrôle résulte :

- ✓ Soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- ✓ Soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- ✓ Soit des statuts ou d'un contrat ;
- ✓ Soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- ✓ Soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Les états financiers consolidés regroupent également toutes les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable directement ou indirectement par le biais des filiales.

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis



Le groupe possède une influence notable sur une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

L'influence notable est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement par le biais des filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas.

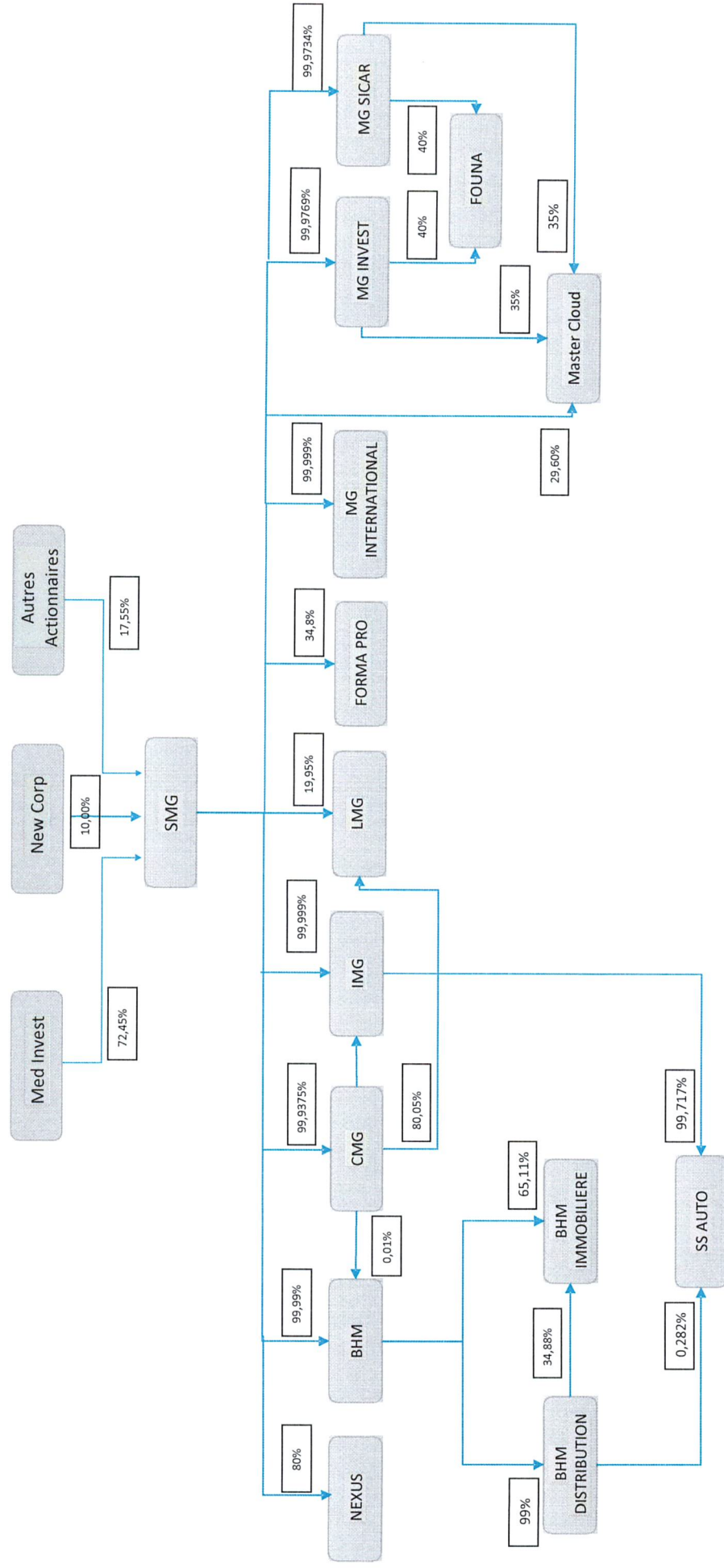
Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Libellé	2021			2020		
	% de contrôle	Nature de contrôle	Méthode de contrôle	% de contrôle	Nature de contrôle	Méthode de contrôle
SMG	100,00%	Société mère	Intégration Globale	100,00%	Société mère	Intégration Globale
CMG	99,94%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,94%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
IMG	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM Distribution	99,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
BHM Immobilière	65,11%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	65,11%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
SS Auto	99,71%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,71%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
FORMAPRO	34,80%	Influence notable	Mise en équivalence	34,80%	Influence notable	Mise en équivalence
MG International	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Invest	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Sicar	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,97%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
LMG (*)	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Founa Distribution	80,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	80,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
MG Nexus	80,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	80,00%	Contrôle exclusif	Intégration Globale
CLOUD MASTER	99,90%	Contrôle exclusif	Intégration Globale	99,90%	Contrôle exclusif	Intégration Globale

(*) Changement de dénomination et d'objet social de la société CIVA en LMG



Le périmètre de consolidation du Groupe Société Magasin Général est présenté au niveau du schéma suivant :





B- Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants (Directeurs Généraux et membres du Conseil d'Administration) sont désignés par le Groupe Société Magasin Général et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose ni d'un contrôle, ni d'une influence notable sur ces sociétés.

Les états financiers de la Société Mère Magasin Général et ses filiales sont combinés d'une manière intégrale pour l'établissement des états financiers consolidés du groupe.

La société FORMAPRO est une entreprise associée consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

L'intégration globale

Consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la Société Magasin Général et de ses filiales en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- ✓ Homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe ;
- ✓ Élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes ;
- ✓ Détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés ;
- ✓ Cumul arithmétique des comptes individuels ;
- ✓ Élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif et
- ✓ Identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

La mise en équivalence :

Les sociétés dans lesquelles, le groupe exerce une influence notable sont intégrées par la méthode de mise en équivalence.

Dans le cadre de la méthode de mise en équivalence, les participations dans les entreprises associées sont classées parmi les actifs à long terme et présentées au bilan sous une rubrique distincte.

La quote-part dans les résultats de ces participations est présentée séparément au niveau de l'état de résultat.

I.3 Date de clôture

Les états financiers consolidés sont établis sur la base des états financiers des sociétés du groupe allant du 01/01/2021 au 31/12/2021.



I.4 Elimination des opérations intra-groupes et des résultats internes

- ✓ *Elimination des opérations sans incidence sur les capitaux propres*

Les créances et dettes réciproques significatives et les produits et charges réciproques significatifs entre les sociétés du groupe sont éliminés en totalité sans que cette élimination n'ait d'effet sur le résultat ou sur les capitaux propres consolidés.

- ✓ *Elimination des opérations ayant une incidence sur les capitaux propres*

Les marges et les plus ou moins-values, résultant des transactions entre les sociétés du groupe, qui sont comprises dans la valeur d'actifs tels que les stocks ou les immobilisations sont éliminées en totalité.

Les provisions pour dépréciation des titres constituées sur les sociétés du groupe sont intégralement éliminées, par annulation de la dotation pour les provisions constituées au cours de l'exercice et par déduction sur les réserves pour les provisions constituées au cours des exercices antérieurs.

I.5 Ecart d'acquisition « Goodwill »

Cette rubrique comporte les écarts d'acquisitions (GW) dégagés suite aux acquisitions du groupe BHM, de l'Immobilière Hafedh (absorbée par l'IMG), de FOUNA, de NEXUS et de CIVA. Ils représentent l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis. Ils sont considérés comme des paiements effectués par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs. Ils sont comptabilisés à leurs coûts diminués des cumuls d'amortissements et des cumuls des pertes de valeur.

A partir du premier janvier 2016, il y a eu adoption d'un changement dans l'estimation du plan attendu de la consommation des avantages futurs procurés par l'acquisition du groupe BHM, ramenant la période d'amortissement du Goodwill y relatif de 10 ans à 20 ans.

Le changement d'estimation a été traité d'une manière prospective conformément aux dispositions de la norme comptable 11 relative aux modifications comptables.

I.6 Principes comptables d'évaluation et de présentation

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables suivantes :

- ✓ Hypothèse de la continuité de l'exploitation ;
- ✓ Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- ✓ Convention de l'entité ;
- ✓ Convention de l'unité monétaire ;
- ✓ Convention de la périodicité ;
- ✓ Convention du coût historique ;
- ✓ Convention de la réalisation du revenu ;
- ✓ Convention de rattachement des charges aux produits ;
- ✓ Convention de l'objectivité ;
- ✓ Convention de permanence des méthodes ;
- ✓ Convention de l'information complète ;
- ✓ Convention de prudence ;

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis



- ✓ Convention de l'importance relative ;
- ✓ Convention de prééminence du fond sur la forme.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée. Elles comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes : les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages.

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible,
- une provision dans les autres cas.

En application du paragraphe 37 de la Norme Comptable 5 relative aux immobilisations corporelles, les catégories des immobilisations corporelles terrains et bâtiments ont fait l'objet d'un programme de réévaluation par roulement sur 3 années entamé en 2021.

Le Groupe Société Magasin Général prévoit l'achèvement de ce programme au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

En 2021, les sociétés BHM et BHM Immobilière ont procédé à l'évaluation légale des rubriques terrains et bâtiments en application de l'article 20 de la loi de finance 2022 et conformément aux indices de réévaluation prévus par le décret N°2022-297 du 28 mars 2022. Cette évaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres au 31 décembre 2021.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur mise en exploitation sur la base des taux suivants :

- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau	20%
- Outillages	10%
- Matériels informatique	15%
- Logiciels	33%
- Fonds de commerce	5%
- Bâtiments	5%

Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA récupérable calculée par rapport au prorata de déduction annuel qui est calculé sur la base du chiffre d'affaires réalisé au cours l'exercice précédent. Les TVA collectées et récupérables sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'Etat et des collectivités publiques. En fin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

Stocks

GROUPE SOCIETE MAGASIN GENERAL

28 Rue Kamel Atatürk – 1001 Tunis



Le Groupe a procédé au 31/12/2021 à l'évaluation de son stock de marchandises selon la méthode du dernier prix d'achat.

Créances Douteuses

Sont enregistrées sous l'intitulé "Clients Douteux ou Litigieux" les créances dont le recouvrement s'avère incertain.

Une provision pour dépréciation de ces créances douteuses est constatée en fin d'exercice.

Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence au salaire brut théorique au 31/12/2021. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "*dettes provisionnées pour congés à payer*".

I.7 Test de dépréciation des points de vente

Pour la bonne valorisation des unités, un test cyclique d'évaluation des points de vente est mis en place permettant de refléter l'image fidèle de ces unités génératrices de trésorerie.

Ce test tient compte de la rentabilité de chaque point de vente durant les 3 derniers exercices ainsi que de la croissance de son chiffre d'affaires et ce à compter à partir de sa 6^{ème} année d'activité.

L'effet de cette évaluation est constaté en provision pour dépréciation des actifs.



Notes afférentes aux éléments figurant dans le corps des états financiers

Tous les chiffres sont exprimés en Dinar Tunisien

Notes sur les comptes du bilan

Note N° 1 : Ecart d'acquisition

Le tableau suivant présente les écarts de réévaluation et d'acquisition des filiales du Groupe Société Magasin Général :

Filiale	Valeur d'acquisition	Pourcentage d'intérêts	Actifs net comptable acquis	Date de prise de contrôle	Ecart d'acquisition	Dotations aux Amorts du GW 2020	Amort cumulés GW 31/12/2021	VCN
BHM Groupe	82 981 146	99,99%	10 199 398	31/10/2008	72 782 972	1 595 002	61 617 962	11 165 010
FOUNA	1 480 000	40,00%	570 033	31/12/2018	1 251 987	62 599	187 798	1 064 189
FOUNA	2 120 000	40,00%	570 033	31/12/2018	1 891 987	94 599	283 798	1 608 189
NEXUS	800 000	100,00%	11 651	31/12/2018	788 349	39 417	118 252	670 097
CIVA	29 999	100,00%	(120 876)	31/12/2018	150 874	7 544	22 631	128 243
Total	95 230 979				76 866 168	1 799 162	62 230 442	14 635 726



Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles s'évaluent à 222 878 333 DT au 31/12/2021 contre 196 349 895DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Rubrique	Valeurs brutes						Amortissements					Valeur comptable nette	
	Solde au 31/12/2020	Acquisition/ Augmentation	Réévaluation	Régul	Cession/Rebut	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Dotation	Régul	Cession/Rebut	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021
Logiciels de gestion	35 646 706	2 816 376		-0	-1 372 067	37 091 015	19 748 545	4 179 546	0	-1 372 067	22 556 024	14 534 991	15 898 161
Fonds de commerce	11 343 144	0		-6 254	-355 301	10 981 590	4 200 426	745 575	0	-355 301	4 590 700	6 390 890	7 142 718
Total des immobilisations incorporelles	46 989 850	2 816 376		-6 254	-1 727 368	48 072 605	23 948 971	4 925 121	0	-1 727 368	27 146 724	20 925 881	23 040 879
Terrains	20 330 559	106 050	4 603 379	-6 688	-23 125	25 010 175	139 526	0	0	0	139 526	24 276 985	20 191 033
Bâtiments	94 325 154	5 093 678	37 627 472	0	-1 731 344	135 314 961	46 011 799	4 832 999	0	-757 305	50 087 159	85 821 466	48 313 356
Instal.gles.agenc.aménag	174 011 425	5 474 217		-83 976	-2 271 751	177 129 915	104 936 999	14 195 309	0	-2 125 746	117 006 895	60 123 020	69 074 427
Matériels industriel et outillages	72 611 030	3 411 033		0	-3 643 837	72 378 227	49 163 382	6 049 068	0	-2 403 623	52 809 192	19 569 035	23 447 648
Matériels de transport	22 604 004	6 425 058		-11 285 825	-2 841 328	14 901 909	14 856 972	2 481 907	-11 347 083	-432 168	5 559 627	9 342 282	7 747 033
Equipement informatiques et de Bureaux	16 997 849	274 085		-63 334	-781 756	16 426 845	12 462 330	1 908 083	-2 532	-760 868	13 607 181	2 819 664	4 535 519
Total des immobilisations corporelles	400 880 023	59 005 258	42 230 851	-90 208	-22 642 756	441 162 031	227 571 007	29 467 365	0	-17 829 325	239 209 580	201 952 451	173 309 016
Total des immobilisations	447 869 872	61 821 635	42 230 851	-96 462	-24 370 124	489 234 636	251 519 977	34 392 486	0	-19 556 693	266 356 303	222 878 333	196 349 895



Note 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 5 719 649 DT au 31/12/2021 contre 4 735 821 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Titres de participation	1 240 375	506 605	733 771
Prêts obligataires	500 000	0	500 000
Prêts aux personnels	2 319 712	2 213 754	105 958
Dépôts et cautionnements	2 368 071	2 676 177	-308 105
Total immobilisations financières brutes	6 428 159	5 396 535	1 031 624
Provision pour dépréciation des immobilisations financières	-708 510	-660 715	-47 795
Total immobilisations financières nettes	5 719 649	4 735 821	983 829

Note 4 : Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés s'élèvent à 22 270 525 DT en 2021 contre 17 933 461 DT en 2020, et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
BHM	745 826	854 651	-108 825
BHM Distribution	353 972	531 348	-177 376
LMG	94 544	32 387	62 157
CMG	2 615 986	2 290 261	325 725
FOUNA	1 023 897	613 471	410 426
IMG	9 096 421	8 061 524	1 034 897
Immobilière BHM	2 205 561	2 184 175	21 386
Master Cloud	19 775	1 155	18 620
MG International	3 244	3 244	0
MG Sicar	3 086	3 086	0
NEXUS	0	6 639	-6 639
SMG	5 945 945	3 219 205	2 726 740
SS Auto	162 268	132 315	29 953
Total	22 270 525	17 933 461	4 337 064

Note 5 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'élèvent à 4 080 828 DT au 31/12/2021 contre un solde de 7 841 452 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Autres actifs non courants	4 080 828	7 841 452	-3 760 624
Total des autres actifs non courants	4 080 828	7 841 452	-3 760 624



Note 6 : Stock

La valeur nette des stocks s'élève à 280 993 712 DT au 31/12/2021 contre un solde de 285 996 911 DT au 31/12/2020 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Stocks de marchandises	110 103 498	117 963 828	-7 860 330
Stocks fonciers	175 905 582	173 329 376	104 193
Prestation de service en cours	-	34 813	-34 813
Total stock brut	286 009 080	291 328 017	-5 318 937
Provisions des stocks	-5 015 368	-5 331 106	315 738
Total stock net	280 993 712	285 996 911	-5 003 199

Note 7 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de 20 741 671 DT au 31/12/2021 contre un solde de 20 505 336 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Clients effets à recevoir	1 353 782	2 605 288	-1 251 506
Autres clients	39 175 728	42 962 414	-3 786 686
Total clients bruts	40 529 510	45 567 702	-5 038 192
Provisions des clients	-19 787 839	-25 062 366	5 274 527
Total clients nets	20 741 671	20 505 336	236 336

Note 8 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de 86 958 644 DT au 31/12/2021 contre un solde de 94 364 847 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Fournisseurs débiteurs	13 386 604	13 390 925	-4 321
Prêts et avances aux personnels	868 326	844 146	24 180
Report d'impôt sur les sociétés	27 365 286	23 573 497	3 791 789
Impôts et Taxes	17 694 670	18 299 176	-604 507
CNSS	132 027	95 466	36 561
Débiteurs divers	21 145 940	39 376 168	-18 230 228
Produits à recevoir	15 596 583	1 408 973	14 187 609
Comptes d'attentes à régulariser	328 942	91 269	237 673
Charges constatées d'avance	5 019 400	10 132 919	-5 113 518
Total autres actifs courants bruts	101 537 778	107 212 538	-5 674 760
Provisions des autres actifs courants	-14 579 134	-12 847 691	-1 731 443
Total autres actifs courants nettes	86 958 644	94 364 847	-7 406 203



Note 9 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 3 790 235 DT au 31/12/2021 contre un solde de 6 392 684 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Prêts courants liés au cycle d'exploitation	718 708	1 157 254	-438 546
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	34 133	34 133	-
Billets de Trésorerie	2 700 000	5 000 000	-2 300 000
Actions cotées	337 393	201 297	136 096
Total des placements et autres actifs financiers	3 790 235	6 392 684	-2 602 449

Note 10 : Trésorerie

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 15 821 652 DT au 31/12/2021 contre un solde de 16 649 455 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Valeurs à l'encaissement	10 060 115	14 163 900	-4 103 785
Banques créditrices	4 986 666	1 844 432	3 142 234
CCP	4 533	4 533	0
Caisses	770 338	636 591	133 747
Total liquidités et équivalents de liquidités	15 821 652	16 649 455	-827 804

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent à 210 292 336 DT au 31/12/2021 contre un solde de 258 033 137 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Banques débitrices	102 139 069	132 227 767	-30 088 697
Emprunts bancaires échéances à moins d'un an	102 006 492	117 617 331	-15 610 839
Intérêts courus	6 146 774	8 188 039	-2 041 265
Total concours bancaires et autres passifs financiers	210 292 336	258 033 137	-47 740 801

La trésorerie au 31/12/2021 s'élève à (86 317 418) DT contre (115 578 310) DT au 31/12/2020. Elle se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Valeurs à l'encaissement	-10 060 115	-14 163 900	4 103 785
Banques débitrices	102 139 069	132 227 767	-30 088 697
CCP	-4 533	-4 533	0
Caisses	-770 338	-636 591	-133 747
Banques créditrices	-4 986 666	-1 844 432	-3 142 234
Trésorerie à la clôture de l'exercice	86 317 418	115 578 310	-29 260 894

**Note 11 : Capitaux propres**

Les capitaux propres consolidés sont passés de (56 534 766) DT au 31/12/2020 à (41 922 139) DT au 31/12/2021. Cette variation est détaillée au niveau du tableau suivant :

Capitaux propres au 31/12/2020	(56 534 766)
- Dons sur fond social	-229 896
- Intérêts sur fond social	-1 539
- Ecart de réévaluation légale	42 211 563 (*)
- Distribution de dividendes	-600 000
- Participation dans LMG	-370 615
Capitaux propres au 31/12/2021 avant résultat de l'exercice	(15 525 253)
Résultat de l'exercice 2021	(26 898 042)
Capitaux propres au 31/12/2021 après résultat de l'exercice	(41 423 295)

(*) Les sociétés BHM et BHM Immobilière ont procédé à l'évaluation légale des rubriques terrains et bâtiments en application de l'article 20 de la loi de finance 2022 et conformément aux indices de réévaluation prévus par le décret N°2022-297 du 28 mars 2022. Cette évaluation a eu pour effet d'augmenter les immobilisations corporelles et les capitaux propres individuels au 31 décembre 2021 à hauteur de 42 230 851 DT. L'effet de cette réévaluation sur les capitaux propres consolidés hors intérêts minoritaires est de 42 211 563 DT.

Note 12 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées s'élèvent à 200 544 159 au 31/12/2021 contre 181 500 022 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Emprunts bancaires SMG	190 050 248	172 824 966	17 225 282
Emprunts bancaires IMG	3 023 232	4 921 008	-1 897 776
Emprunts bancaires BHM	3 941 291	3 361 139	580 152
Emprunts bancaires Immobilière ZAINEB	0	0	0
Emprunts bancaires LMG	2 982 482	0	2 982 482
Emprunts bancaires NEXUS	30 047	88 221	-58 174
Emprunts bancaires FOUNA	516 859	304 688	212 171
Total des emprunts et dettes assimilées	200 544 159	181 500 022	19 044 137

Note 13 : Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 15 015 221 DT au 31/12/2021 contre un solde de 17 591 143 DT au 31/12/2020.

**Note 14 : Fournisseurs et comptes rattachés**

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 257 141 398 DT au 31/12/2021 contre 226 317 697 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Fournisseurs effets à payer	104 953 847	160 839 311	-55 885 464
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	133 136 368	15 740 547	117 395 821
Factures non parvenues	19 051 184	49 737 839	-30 686 656
Total des fournisseurs	257 141 398	226 317 697	30 823 701

Note 15 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 35 621 101 DT au 31/12/2021 contre 37 846 797 DT au 31/12/2020 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2021	Solde au 31/12/2020	Variation
Clients avances sur achats	833 498	893 460	-59 963
Rémunérations dues	688 987	688 034	953
Personnels cession sur salaire	-19 434	-54 085	34 651
Dettes provisionnées liées au personnel	7 785 175	6 610 796	1 174 379
Etat, impôts et taxes	2 865 508	4 298 064	-1 432 557
CNSS	5 217 601	4 925 539	292 062
Autres créiteurs divers	4 980 808	3 652 319	1 328 490
Charges à payer	11 816 001	10 654 408	1 161 593
Produits constatés d'avance	1 452 958	6 178 262	-4 725 304
Total des autres passifs courants	35 621 101	37 846 797	-2 225 696

**Notes sur les comptes de l'état de résultat****Note 16 : Revenus**

Les revenus de l'exercice 2021 s'élèvent à 979 763 758 DT contre 989 802 338 DT en 2020, soit une baisse de 10 038 580DT.

Un retraitement a été effectué pour l'exercice 2020 entre les revenus et les autres charges d'exploitation pour les besoins de comparabilité d'un montant de 10 477 304 DT. Ce retraitement se détaille comme suit :

Rubrique	Solde 2020 avant retraitement	Solde 2020 retraité	Impact sur le résultat
Revenus	979 325 034	989 802 338	10 477 304
Autres charges d'exploitation	62 285 909	72 763 213	-10 477 304
Total impact sur le résultat			0

Les revenus de 2020 avant retraitement s'élevant à 979 325 034 DT ont été présentés en net de frais de transport. Pour les besoins de comparabilité, les revenus de 2020 ont fait l'objet d'un retraitement afin que les produits de transport soient présentés en revenus et les charges y afférentes soient prises en compte au niveau des autres charges d'exploitation.

Note 17 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation de l'exercice 2021 s'élèvent à 38 538 484 DT contre 38 906 665 DT en 2020, soit une baisse de 368 181 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Autres produits	793 884	999 954	-206 071
Locations diverses	1 285 647	1 089 489	196 158
Participations fournisseurs aux Budgets Marketing	36 458 953	36 817 222	-358 269
Total des autres produits d'exploitation	38 538 484	38 906 665	-368 181

Note 18 : Achats de marchandises vendues

Les achats de marchandises vendues de l'exercice 2021 s'élèvent à 808 994 233 DT contre 819 312 649 DT en 2020, soit une baisse de 10 318 416 DT.

Note 19 : Charges du personnel

Les charges du personnel de l'exercice 2021 s'élèvent à 79 972 896 DT contre 84 571 370 DT en 2020, soit une baisse de 4 598 474 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Salaires et compléments de salaire	77 900 971	82 046 128	-4 145 157
Autres charges sociales	2 071 925	2 525 242	-453 317
Total des charges du personnel	79 972 896	84 571 370	-4 598 474



Note 20 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice 2021 s'élèvent à 45 845 058 DT contre 54 882 259 DT en 2020, soit une augmentation de 9 037 201 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Dotation aux amortissements	33 396 693	34 023 942	-627 250
Dotation aux amortissements GW	1 799 162	1 799 161	0
Dotation aux provisions pour risques et charges	1 780 429	889 365	891 064
Dotation aux provisions des comptes débiteurs	1 865 458	5 045 560	-3 180 101
Dotation aux provisions des stocks	-315 736	1 533 148	-1 848 884
Résorption des charges à répartir	4 129 931	4 754 875	-624 944
Provisions pour dépréciation des comptes clients	3 689 121	6 836 208	-3 147 087
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	46 345 058	54 882 259	-8 537 201

Note 21 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation de l'exercice 2021 s'élèvent à 74 441 804 DT contre 72 763 213 DT en 2020, soit une augmentation de 1 385 692 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Achats non stockés de matières & fournitures	24 244 613	23 139 967	1 104 646
Loyers du siège et autres locaux	8 265 407	7 948 228	317 179
Entretien et réparations	8 440 997	6 569 330	1 871 667
Primes d'assurance	3 220 263	2 767 754	452 509
Personnels extérieurs à l'entreprise	6 963 547	7 449 782	-486 235
Rémunérations d'intermédiaires	3 355 494	2 075 604	1 279 890
Publicités, publications et relations publiques	8 068 863	9 898 608	-1 829 745
Transport du personnel	3 030 547	2 979 486	51 060
Déplacements missions et réceptions	554 932	613 855	-58 923
Frais postaux et télécommunications	1 256 923	1 062 712	194 211
Services Bancaires et assimilés	1 537 797	1 549 125	-11 327
Autres Services extérieurs	-896	-136	-760
Charges diverses ordinaires	1 635 068	1 793 677	-158 609
Autres impôts, taxes et versements .assimilés	3 868 248	4 915 221	-1 046 973
Total des autres charges d'exploitation	74 441 804	72 763 213	1 678 591

Un retraitement a été effectué pour l'exercice 2020 entre les revenus et les autres charges d'exploitation pour les besoins de comparabilité d'un montant de 10 477 304 DT. Ce retraitement se détaille comme suit :

Rubrique	Solde 2020 avant retraitement	Solde 2020 retraité	Impact sur le résultat
Revenus	979 325 034	989 802 338	10 477 304
Autres charges d'exploitation	62 285 909	72 763 213	-10 477 304
Total impact sur le résultat			0



Les revenus de 2020 avant retraitement s'élevant à 979 325 034 DT ont été présentés en net de frais de transport. Pour les besoins de comparabilité, les revenus de 2020 ont fait l'objet d'un retraitement afin que les produits de transport soient présentés en revenus et les charges y afférentes soient prises en compte au niveau des autres charges d'exploitation.

Note 22 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes de l'exercice 2021 s'élèvent à 39 116 256 DT contre 42 517 617 DT en 2020, soit une baisse de 3 401 361 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Charges d'intérêts	42 743 472	46 149 715	-3 406 243
Pertes de change	228 091	261 695	-33 604
Total des charges financières	42 971 563	46 411 411	-3 439 847
Revenus des autres créances	-2 517 485	-2 620 121	102 636
Gains de change	-53 247	-179 875	126 628
Intérêts des comptes créditeurs	-1 284 576	-1 093 798	-190 778
Total des produits financiers	-3 855 308	-3 893 794	38 486
Total des charges financières nettes	39 116 256	42 517 617	-3 401 361

**Note 23 : Produits de placements**

Les produits de placements de l'exercice 2021 s'élèvent à 292 251 DT contre 1 355 600 DT en 2020, soit une baisse de 1 063 349 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Produits des placements	357 014	1 355 720	-998 706
Moins-values latentes sur actions cotées	-64 763	-120	-64 643
Total des produits des placements	292 251	1 355 600	-1 063 349

Note 24 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires de l'exercice 2021 s'élèvent à 3 263 370 DT contre 13 140 833 DT en 2020, soit une baisse de 9 877 463 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
Plus-values sur cession d'immobilisations	954 726	11 589 054	-10 634 328
Gains non récurrents	2 308 644	1 551 780	756 864
Total des autres gains ordinaires	3 263 370	13 140 833	-9 877 463

Note 25 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires de l'exercice 2021 s'élèvent à 1 916 451 DT contre 1 332 586 DT en 2020, soit une hausse de 583 864 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2021	2020	Variation
CNSS personnel partant	14 959	8 830	6 129
Moins-values sur cession d'immobilisations	145 682	76 583	69 099
Pertes non récurrentes	1 755 810	1 247 174	508 636
Total des autres pertes ordinaires	1 916 451	1 332 586	583 864

Note 26 : Impôts différés

Les impôts différés de l'exercice 2021 s'élèvent à 4 127 844 DT, contre (2 549 109) DT en 2020, soit une hausse de 6 676 953 DT.

**Note 27 : Impôt Sur les Sociétés :**

L'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 s'élève à (2 606 225) DT et se détaille comme suit :

Société	2021	2020	Variation
BHM	3 963	3 538	426
BHM Immo	1 652	1 574	79
BHM Distribution	700	267 352	-266 652
SMG	2 040 884	2 039 400	1 484
CMG	414 697	161 844	252 853
IMG	12 106	10 694	1 412
IMMO ZAINEB	0	0	0
IMMO HAFEDH	0	0	0
SS AUTO	500	500	0
SICAR	800	800	0
INVEST	800	800	0
MG INTERNATIONAL	2 410	2 363	47
LMG	98 426	700	97 726
CIVA	0		0
NEXUS	13 019	32 316	-19 297
FOUNA	16 067	16 325	-257
Master cloud	200	700	-500
Total	2 606 225	2 538 905	67 320

**Note 28 : les engagements hors bilan****A- Les engagements hors bilan de la Société Magasin Général**

1. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 9 600 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 8 000 000 DT débloqué le 16/06/2014 et le 2ème est de 1 600 000 DT débloqué le 23/09/2014, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 31/12/2022. La société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/09/2016 pour les 2 échéanciers et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 83 325 DT.
2. La Société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. La société a donné en nantissement une liste de matériel pour la valeur équivalente de l'emprunt. Le remboursement en principal de cet emprunt commencera le 25/04/2017, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 25/07/2023 et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 341 786 DT.
3. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. La société a donné en nantissement du matériel et des équipements professionnels à hauteur de 10 000 000 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 05/08/2017 ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 31/07/2023 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 246 107 DT.
4. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2018 ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 30/06/2024 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 873 750 DT.
5. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel. Le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 11/12/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 209 942 DT.
6. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 5 000 000 DT débloqué le 12/07/2016 et le 2ème est de 5 000 000 DT débloqué le 15/11/2016. La société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commence le 05/07/2018 pour le 1er échéancier, le 05/11/2018 pour le 2ème, ces crédits ont été rééchelonné jusqu'à 2024 et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 539 748 DT.



7. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 7 600 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 600 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/05/2019, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 30/06/2024 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 587 815 DT.
8. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/03/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 558 018 DT.
9. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 26/12/2019, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 26/03/2026 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 636 488 DT.
10. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/04/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 215 765 DT.
11. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 13 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/06/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 462 560 DT.
12. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 12 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 12 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/12/2019, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 31/07/2025 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 317 695 DT.
13. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 20 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 28/02/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 2 568 691 DT.
14. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 654 597 DT.



15. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 18 530 000DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 18 530 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/10/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 3 557 868 DT
16. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT. Dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/09/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 996 701DT
17. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT. Dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/10/2021 ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 30/04/2027 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 2 098 093 DT
18. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 3 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 3 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/10/2021, ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 30/04/2027 et les intérêts non encore échus au 31/12/2020 s'élèvent à 629 428 DT
19. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/10/2021 ce crédit a été rééchelonné jusqu'à 30/04/2027 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 468 665DT
20. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 6 347 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 6 217 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 9 252 425dt. Le remboursement en principal du crédit commencera en 2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 1 589 099
21. La société a contracté en 2020 un crédit à moyen terme de 23 772 366 DT, le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 33 446 783. Le remboursement en principal du crédit commencera en 2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 7 165 000
22. La société a contracté en 2020 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 3 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 11 455 332DT. Le remboursement en



- principal du crédit commencera en 2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 471 493 DT
23. La société a contracté en 2020 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 5 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 564 028 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera en 2020 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 992 687 DT
24. La société a contracté en 2020 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 13 821 291 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera en 2022 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 2 992 687 DT
25. La société a contracté en 2021 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 26 901 125 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 01/03/2023 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 6 135 877DT
26. La société a contracté en 2021 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 13 652 956 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2023 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 3 041 587 DT
27. La société a contracté en 2021 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 6 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 533 003 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 11/02/2022 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 2 398 233 DT
28. La société a contracté en 2021 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, le remboursement s'étale sur 4 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 853 793 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2023 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 2 853 793 DT
29. Les lettres de crédits émises et non échues en 2021 et dont les dossiers d'importations y afférents ont été comptabilisés en 2021 sont de l'ordre de 844 746 DT.
30. Les traites et les chèques escomptées en 2021 et dont les échéances sont en 2022 et 2023 s'élèvent à 7 468 000 DT.
31. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB et ce pour une valeur en principal de 7 814 000 DT.



32. La caution solidaire de la SOCIETE MAGASIN GENERAL pour sa filiale « Société Immobilière Hafedh » est enlevée suite à l'inscription de l'hypothèque sur la propriété en faveur de la banque de Tunisie.
33. La caution solidaire de la SOCIÉTÉ MAGASIN GENERAL pour sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » est enlevée suite au paiement de la totalité de crédit moyen terme BIAT.

B- Les engagements hors bilan de la Société CMG

1. La société a contracté en 2021 un crédit à moyen terme de 4 252 000DT, dont le remboursement s'étale sur 4 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 5 227 393 DT. Le remboursement en principal et intérêts du crédit commencera le 23/12/2022 et les intérêts non encore échus au 31/12/2021 s'élèvent à 975 393 DT.
2. La société a contracté en 2021 un crédit à leasing de 84 016,903 DT, dont le remboursement s'étale sur 5 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 126 711 DT. Le remboursement en principal et intérêts du crédit commencera le 10/11/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2020 s'élèvent à 21 086 DT.
3. Les traites escomptées en 2021 et dont les échéances sont en 2022 s'élèvent à 7 573 000 DT

C- Les engagements hors bilan de la Société LMG

Les traites escomptées en 2021 et dont les échéances sont en 2022 s'élèvent à 8 884 000 DT.

D- Les engagements hors bilan de la Société BHM

Les engagements hors bilan de la société BHM se présentent comme suit :

GARANTIES	Banque	Montant
Hypothèque en 1er rang sur la totalité du titre foncier n° 73269 Sousse dénommé Ramzi inscrite le 21 mai 2001 consenti en vertu d'un acte SSP non daté et enregistré le 17/03/1999	BNA	2 200 000
Hypothèque volontaire inscrite le 21/11/2006 consentie en vertu d'un acte SSP en date du 01/11/2006 et enregistré le 02/11/2006 ; ladite hypothèque grève la propriété objet du titre foncier 73269 Sousse et TF n° 53933 Tunis	BNA	3 000 000
1-Nantissement en 1er rang sur le fonds de commerce de la société BHM inscrit au registre de commerce du tribunal de 1ère instance de Tunis sous le n° 134661996 sis à Sidi Daoud route la Marsa Km 14 2-Hypothèque en 1 er rang sur les propriétés suivantes : *Houmet et jouamaa seniet bableche 1530 mm SSP 31/12/2000 et 02/01/2001 *seniet Abdesselem : 980 mm SSP : 08/01/2001 et 11/01/2001 935 mm 2584 mm SSP du 10/10/2000-1641 mm du 09/10 et 16/10/2000 *seniet EL Mekes : 1333 mm SSP 20/11/2000 et 02/01/2001	BNA	1 000 000



1- hypothèque en 1er rang sur la propriété dénommée Hidaya objet du TF n° 11097 Kairouan 2-Hypotéque en 1er rang sur la propriété dénommée El Hamd objet du TF 9091 Kairouan	BNA	2 500 000
1-Hypotéque sur la totalité de la propriété située à Saniet Ben Abdessalem à l'est de Souani Houmet ESSOUK Djerba d'une superficie de 1356 mm objet de contrat SSP acte d'échange du 06/02/2001 enregistré à Djerba le 27/02/2001 (quittance n°101 SSP -Folio 12-case 110) 2-Nantissement en 1er rang sur Fond de commerce de la société BHM et sur outillage et matériel d'équipement	ATB	2 000 000

E-Les engagements hors bilan de la Société BHM Immobilière

En 2021, La Société BHM Immobilière a porté caution solidaire et hypothécaire pour garantir le remboursement du crédit accordé par l'ARAB TUNISIAN BANK au profit de la Société Magasin Général pour un montant de 13 000 000 dt remboursable sur 48 mois dont 18 mois de franchise au taux de TMM+2%.

Pour cela et pour garantir le remboursement dudit montant en intérêts et principal la Société BHM Immobilière a affecté une hypothèque de premier rang sur les titres suivants :

- ❖ La totalité de la propriété sise à Sousse, d'une superficie de 11420 m², faisant l'objet du Titre Foncier N° 12063 Sousse.
- ❖ La totalité de la propriété sise à Sousse, d'une superficie de 7589 m², faisant l'objet du Titre Foncier N° 142515 Sousse.

Cette hypothèque a été inscrite sur les livres foncier des TF n°142515 Sousse et 12063 Sousse en date du 12/12/2021.

F- Les engagements hors bilan de la Société IMG

1. La Société a obtenu en 2016 un crédit à moyen terme de la Banque de Tunisie de 1.300.000 DT avec un remboursement qui s'étale sur 7 ans dont 18 mois de grâce à un taux d'intérêt égal au TMM+1,75 et ce pour l'achèvement des travaux de construction d'un point de vente MG Maxi à Gafsa.

- 1ère tranche de 700.00 DT débloquée le 29/04/2016.

- 2ème tranche de 600.000 DT débloquée le 30/05/2016.

Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la Société l'Immobilière Magasin Général affecte et hypothèque en faveur de la Banque de Tunisie une hypothèque de premier rang sur la totalité de la propriété sise à Gafsa, d'une contenance de 54a 50ca, faisant l'objet du Titre Foncier n°42647Gafsa.

2. La Société a obtenu en 2017 un crédit à moyen terme d'Attijari Bank de 7.500.000 DT avec un remboursement qui s'étale sur 3 ans dont 2 années de grâce à un taux d'intérêt égal au TMM+1.75 et ce pour le financement du projet de Nabeul.



- 1ère tranche de 1.500.000 DT débloquée le 14/03/2017.
- 2ème tranche de 1.500.000 DT débloquée le 14/07/2017.
- 3ème tranche de 1.000.000 DT débloquée le 14/12/2017.
- 4ème tranche de 1.500.000 DT débloquée le 09/03/2018.
- 5ème tranche de 1.000.000 DT débloquée le 27/06/2018.
- 6ème tranche de 1 000 000 DT débloquée le 14/11/2018.

Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la Société l'Immobilière Magasin Général affecte et hypothèque en faveur de la Banque Attijari Bank une hypothèque de premier rang sur la totalité de la propriété sise à Nabeul.

En 2021 la Société a réglé un million de dinars du principal, donc ce crédit est actuellement de 6 500 000 DT.

3. La Société a obtenu en 2018 un crédit à moyen terme de l'UBCI de 2.200.000 DT avec un remboursement qui s'étale sur 7 ans à un taux d'intérêt égal au TMM+2.25 et ce pour le financement de l'acquisition d'une Coque sise à Borj Louzir.

Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la Société l'Immobilière Magasin Général affecte et hypothèque en 1er rang au profit de la Banque qui accepte la totalité des immeubles sis au Complexe Immobilier Essafir, Bloc " السفير الطبي " situé à la Rue Mustapha Mohsen, Borj Louzir, l'Ariana, correspondant à la masse 1 et consistant en :

- Au rez-de-chaussée :

Trois locaux commerciaux, d'une superficie globale de 750 m², ainsi que les parties communes et indivises y afférentes.

Deux bureaux d'une superficie globale de 234 m².

- Au sous-sol : Un dépôt d'une superficie de 418 m².

Le tout et à distraire du Titre Foncier n°66639 Ariana.

4. À la suite de la fusion avec l'immobilière Hafedh, il y a eu un transfert d'un emprunt de 5.000.000 DT auprès de la banque de Tunisie à la société l'immobilière magasin général. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt du crédit sus indiqué, la Société Magasin Général s'est porté caution solidaire du paiement ou du remboursement de toutes sommes sur cet emprunt.

5. La Société a obtenu en 2019 un crédit à moyen terme de la BT de 2.300.000 DT avec un remboursement qui s'étale sur 6 ans à un taux d'intérêt égal au TMM+2.5 et ce pour le financement de la nouvelle acquisition d'el Ghazela.

Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la société a affecté en hypothèque immobilière de 1er rang la totalité de la propriété consistant en un local commercial situé au rez-de-chaussée du complexe immobilier sis à Jafar, gouvernorat de l'Ariana, d'une superficie approximative de 1 357m², ainsi que l'espace technique situé au sous-sol dudit immeuble, d'une superficie approximative de 122,75m² et le local technique situé sur la terrasse, d'une superficie approximative de 80m², à distraire du titre foncier N°77185 Ariana, ainsi que les parts indivises des parties des parties communes y afférentes et objet de la promesse de vente en date du 24/07/2017 et du 10/08/2017.

6. La Société a obtenu en 2019 un crédit à moyen terme de la STB de 1 850 000 DT avec un remboursement qui s'étale sur 7 ans à un taux d'intérêt égal au TMM+2.25 et ce pour le financement du projet Hrairia. Un 1er déblocage a eu lieu au 1er semestre pour un montant 1.000.000 DT.

Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, la société a affecté en hypothèque de 1er rang la totalité des parts indivises lui revenant dans la propriété sise à le Hrairia, objet du contrat de vente enregistré à la recette des finances de sidi Hassine le 27/12/2016 quittance N°MO97743



enregistrement N°16204030, du titre foncier N°106860 Tunis dénommé « Saniet Mohamed VI » et de la réquisition de mise à jour N°43880.

Note 29 : Note sur les éventualités

29.1 La société est défenderesse dans un procès pour annulation d'un contrat d'acquisition d'un centre commercial sis à El Manar pour une valeur de 4.076.414 DT HT. Ce procès a été intenté contre les deux parties de cette transaction par l'Union Internationale de Banques « UIB » en tant que créancier du vendeur. La nullité fut prononcée en premier degré et confirmée en appel par la cour d'appel de Tunis par le jugement n°48010 en date du 21 avril 2014. Selon les titres exécutoires joints au dossier de l'affaire, l'UIB réclame le paiement des sommes totalisant 1.475.096 DT majorées des intérêts de retard.

La société s'est pourvue en cassation en date du 28 novembre 2014. A la fin de l'année 2015, un arrêt de la Cour de cassation a renvoyé l'affaire devant la même cour d'appel pour un second examen. Au 31 décembre 2021, le montant total de la provision relative à cette affaire inscrite dans les comptes de la société est de 1.474.160 DT.

29.2 Suite au dépôt de la déclaration de l'employeur rectificative de l'exercice 2015 à la date du 11 février 2019, la Société BHM SA a reçu de l'administration fiscale le 15 février 2019 une amende fiscale administrative pour la non déclaration de l'identité des clients et des montants recouverts en espèces au niveau de la déclaration de l'employeur de l'exercice 2015 pour un montant de 2.425.168 DT, la société s'est opposée à ce redressement dans une première réponse adressée à l'administration fiscale ainsi que dans une correspondance adressée à la Direction Générale des Impôt.

A la date du 17 novembre 2021, le tribunal de première instance de Tunis a décidé l'annulation de la taxation d'office appliquée par l'administration fiscale.

Aucune provision n'a été constatée au titre de cette affaire par la société au 31 décembre 2021.

29.3 La société BHM Distribution a fait l'objet d'une vérification fiscale préliminaire qui a concerné les impôts et taxes dont elle est soumise et couvrant la période allant principalement du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2019. La société a reçu en date du 21 octobre 2021 les résultats de la vérification préliminaire qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les sociétés pour l'année 2017, et la retenue à la source pour les années 2017, 2018 et 2019. Les compléments d'imposition réclamés s'élèvent à un montant total de 1 252 309 DT en principal, amendes et pénalités.

Cette vérification a eu comme conséquence la réduction des crédits de TVA et d'impôt d'un montant total de 1 216 056 DT.

Une provision a été constatée en 2021 par la société s'élevant à un montant de 453 754 DT permettant de couvrir raisonnablement les risques rattachés à ce redressement.



29.4 La société a reçu à la fin de l'année 2021 une notification de redressement social se rapportant aux années 2017, 2018 et 2019 qui réclame un montant de 4 944 427 dinars.

La société s'est opposée à la notification reçue, conformément à la réglementation en vigueur, et les procédures liées à ce contrôle sont toujours en cours par les services compétents de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale. L'impact définitif du redressement ne peut être à cette date estimé de manière fiable et demeure raisonnablement couvert par une provision adéquate enregistrée dans les comptes de la société au 31 décembre 2021.

29.5 La société centrale magasin général a reçu courant l'année 2022 une notification de contrôle social qui couvre les années 2019-2020 et 2021. Les procédures liées à ce contrôle étant toujours en cours par les services compétents de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, l'impact définitif ne peut être estimé de façon précise au 31 décembre 2021.

Note 30 : Evènements postérieurs à la date de clôture

Les états financiers consolidés ont été arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 27 avril 2022. En conséquence, ils ne reflètent pas les évènements postérieurs à cette date.